

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-028

DU 28 JANVIER 2022

POLITIQUE SOCIALE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP ET DES MDPH - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée relative à la participation relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Ile-de-France - première affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 modifiée par délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Ile-de-France - troisième affectation pour 2019 ;

VU La délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH 5ème affectation pour 2018 ;

VU La délibération n° CR 2019-33 du 28 mai 2019 relative au règlement d'intervention « aide pour l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap » ;

VU La délibération n° CP 2020-031 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH 1ère affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative à la prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-028 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution de subventions au profit des Maisons Départementales des Personnes Handicapées franciliennes

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 440 000 €**, selon la répartition financière figurant en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, d'avenants financiers présentés en annexe 2 à la présente délibération, conformément aux dispositions de la convention adoptée par délibération n° CP 2020-031 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2022.

Article 2 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de **5** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **866 200 €**.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **866 200 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2022.

Article 3 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap »

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap », au financement de **2** projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **48 900 €** au titre du budget 2022.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **48 900 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 4 : Convention de partenariat entre la Région et l'association Coactis Santé

Approuve la convention présentée en annexe 5 de la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 5 : Soutien dans le cadre du dispositif « Région solidaire en santé - Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé »

Décide de participer, au titre d'un partenariat renforcé dans le cadre du dispositif « Région solidaire en santé - Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé » adopté par délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 modifiée par délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020, au financement du projet détaillé en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

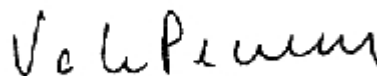
Subordonne le versement de cette subvention à la signature par le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », sous fonction 41 « Santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins », au titre du budget 2022.

Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 29 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1133775-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 : répartition financière MDPH 2022

MDPH	Nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP en 2020	Pourcentage régional	Montant de l'enveloppe prévisionnelle pour 2022	Première affectation de 60 % de janvier 2022
PARIS	8 239	16,90%	405 596 €	243 360 €
SEINE-ET-MARNE	5 646	11,58%	277 946 €	166 767 €
YVELINES	5 598	11,48%	275 583 €	165 350 €
ESSONNE	5 500	11,28%	270 758 €	162 454 €
HAUTS-DE-SEINE	6 191	12,70%	304 775 €	182 865 €
SEINE-SAINT-DENIS	8 035	16,48%	395 553 €	237 331 €
VAL-DE-MARNE	5 327	10,93%	262 242 €	157 344 €
VAL-D'OISE	4 216	8,65%	207 548 €	124 529 €
TOTAL	48 752		2 400 000 €	1 440 000 €

« Source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie- chiffres 2020»

Annexe 2 : avenants financier 2022

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 69 Rue de la Victoire 75009 PARIS
Représentée par Monsieur Jacques GALVANI Le Président de la Comex de la MDPH de Paris
ci-après dénommée «MDPH de Paris »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **405 596 €**

Données de référence	Résultat
<ul style="list-style-type: none">- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 8 239¹- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	16,90 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 405 596 €

¹ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Paris

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Jacque GALVANI
Le Président de la Comex de la MDPH de
Paris

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,

Ci-après dénommée « la Région »,

En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 16, rue de l'Aluminium 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Représentée par Monsieur Bernard COZIC Le Président de la COMEX de la MDPH de Seine-et-Marne

ci-après dénommée «MDPH de Seine-et-Marne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **277 946 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 5 646²	11,58 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 277 946 €
- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	

² Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Seine-et-Marne

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Bernard COZIC
Le Président de la COMEX de la MDPH de
Seine-et-Marne

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à, Hôtel du département- 2 Place André Mignot 78012 VERSAILLES Cedex
Représentée par Madame Marie-Hélène AUBERT La Présidente du GIP MDPH 78 par délégation
ci-après dénommée «MDPH des Yvelines »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **275 583 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 5 598³	11,48 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 275 583 €
- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	

³ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH des Yvelines

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Marie-Hélène AUBERT
La Présidente du GIP MDPH 78 par
délégation

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à, 93 Rue Henri Rochefort 91000 EVRY
Représentée par Monsieur Francois DUROVRAY Le Président du GIP de la MDPH de l'Essonne
ci-après dénommée «MDPH de l'Esonne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **270 758 €**

Données de référence	Résultat
<ul style="list-style-type: none">- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 5 500⁴- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	11,28 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 270 758 €

⁴ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de l'Esonne

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Francois DUROVRAY
Le Président du GIP de la MDPH de
l'Esonne

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 2 Rue Rigault 92000 NANTERRE
Représentée par Madame Véronique BERGEROL Présidente de la Commission Exécutive de la MDPH des Hauts-de-Seine
ci-après dénommée «MDPH des Hauts-de-Seine »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **304 775 €**

Données de référence	Résultat
<ul style="list-style-type: none">- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 6 191⁵- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	12,70 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 304 775 €

⁵ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH des Hauts-de-Seine

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Véronique BERGEROL
Présidente de la Commission Exécutive de
la MDPH des Hauts-de-Seine

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 7-11 Rue Erik Satie 93000 BOBIGNY
Représentée par Monsieur Stéphane BLANCHET Le Président de la MDPH de Seine-saint-Denis
ci-après dénommée «MDPH de Seine-Saint-Denis »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **395 553 €**

Données de référence	Résultat
<ul style="list-style-type: none">- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 8 035⁶- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	16,48 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 395 553 €

⁶ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Seine-Saint-Denis

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Stéphane BLANCHET
Le Président de la MDPH de Seine-saint-Denis

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 7-9 Voie Félix Eboué 94000 CRETEIL
Représentée par Madame Odile SEURET La Présidente de COMEX de la MDPH du Val-de-Marne,
ci-après dénommée «MDPH du Val-de-Marne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **262 242 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 5 327⁷	10,93 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 262 242 €
- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	

⁷ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH du Val-de-Marne

Valérie PECRESSE
La Présidente du Conseil régional

Odile SEGURET
La Présidente de COMEX de la MDPH du
Val-de-Marne,

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**
Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

**AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION
REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNEE 2022**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,

Dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »,
En vertu de la délibération N° CP 2022-028 du 28 janvier 2022,

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES

Ayant son siège à 2 avenue du Parc CS 20201 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX
Représentée par Madame Laetitia BOISSEAU La Présidente déléguée de la COMEX de la MDPH du Val-d'Oise,
ci-après dénommée «MDPH du Val-d'Oise »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH sont régies par la convention n° CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH , au titre de l'action 142 004 05 «Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004 05) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2022 à **207 548 €**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2020) : 4 216⁸	8,65 % de la population régionale de référence (PCH/ACTP)X 2 400 000 € = 207 548 €
- Nb de bénéficiaires PCH/04ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020): 48 752	

⁸ Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen, le 28 janvier 2022,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH du Val-d'Oise

Valérie PECRESSE

La Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

**Le Directeur général adjoint
Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de modernisation**

Laetitia BOISSEAU

La Présidente déléguée de la COMEX de la
MDPH du Val-d'Oise,

Cédric ARCOS

annexe 3 : fiches projets investissement

DOSSIER N° EX058551 - Création d'une « antenne inclusive » à destination d'enfants et d'adolescents en situation de handicap situés au 9, place de la Gare à Saint-Pierre-lès-Nemours (77).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-204182-142004-300

Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	472 440,00 € TTC	50,00 %	236 200,00 €
	Montant total de la subvention		236 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPMS ETABLISSEMENT PUBLIC MEDICO SOCIAL DE CHANCEPOIX
Adresse administrative : RUE DE CHANCEPOIX
77570 CHATEAU LANDON
Statut Juridique : Etablissement Public Local Social et Médico-social
Représentant : Monsieur Bernard COZIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une « antenne inclusive » à destination d'enfants et d'adolescents en situation de handicap situés au 9, place de la Gare à Saint-Pierre-lès-Nemours (77).

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 29 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Etablissement Public Médico-Social (EPMS) de « Chancepoix » a été créé en 1935, grâce à la dotation de Madame OUVRE. En 1986, à la suite des lois de décentralisation, l'institut est doté de la personnalité morale et devient donc un établissement public départemental autonome. Il a développé dans ses trois établissements et services un accompagnement dédié aux enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap mental.

Dans le cadre de son contrat pluriannuel d'objectif et de moyen signé avec l'ARS Île-de-France pour la période 2020 – 2024, il est prévu la création d'une « antenne inclusive » sur la commune de Saint-Pierre-lès-Nemours. Cette extension permettra la création de 17 places supplémentaires à destination d'enfants et adolescents âgés de 0 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre autistique.

La plate-forme ainsi constituée bénéficiera d'une part d'un Service d'éducation spéciale et de soins à

domicile (SESSAD) dont l'objectif sera l'accompagnement à la transition vers les lieux de scolarisation et d'autre part, pour les plus âgés d'entre eux, d'un accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle. Pour ce projet, l'EPMS prévoit l'acquisition d'un nouveau bien immobilier dans la commune de Nemours qui sera mieux desservi en matière de transport et d'équipement permettant la socialisation des jeunes accueillis. De plus, le développement d'actions en lien avec les ressources sociales, sportives et médicales de la ville, sera recherché.

Ce projet est éligible au règlement d'intervention en matière d'innovation dans le domaine du handicap par ses dimensions passerelles entre l'enfance et l'âge adulte et ses actions en faveur des personnes présentant un spectre de l'autisme.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	400 000,00	84,67%
Achats équipements et fournitures diverses	72 440,00	15,33%
Total	472 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	236 200,00	50,00%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	94 496,00	20,00%
Fonds propres	141 744,00	30,00%
Total	472 440,00	100,00%

DOSSIER N° EX061051 - Création d'un EAM de 66 places pour adultes présentant des troubles du spectre autistique situé au 3, avenue Henri Dalsème à Meudon la forêt (92).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-204182-142004-300

Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	10 606 250,47 € HT	2,83 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPDH92 HAUTS DE SEINE HABITAT OPH
Adresse administrative : 45 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
92300 LEVALLOIS PERRET
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un EAM de 66 places pour adultes présentant des troubles du spectre autistique situé au 3, avenue Henri Dalsème à Meudon la forêt (92).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 1 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Hauts-de-Seine habitat a dû commencer les travaux en urgence afin de pouvoir ouvrir ce nouvel établissement au plus vite compte tenu des besoins importants pointés par l'ARS Île-de-France.

Description :

Description :

Hauts-de-Seine Habitat, créé en 1969, est le premier bailleur social du département des Hauts-de-Seine avec une offre locative de plus de 45 000 logements répartis dans 34 communes du département. Il est aussi propriétaire d'établissements adaptés à des publics diversifiés éprouvant des difficultés à accéder à un logement autonome.

Ainsi, à la suite de la signature en juin 2021 d'un bail à construction de 40 ans avec le fond de dotations MEUDON HANDICAP, Hauts-de-Seine Habitat va réaliser, en tant que Maître d'Ouvrage, un Etablissement d'accueil médicalisé (EAM) à Meudon qui sera géré, ensuite, par l'association des Amis et parents de personnes handicapées mentales de Meudon (APEI). Créée en 1971, l'APEI de Meudon a pour objectif d'aider les familles et parents d'enfants et de jeunes handicapés mentaux.

Le projet d'EAM porté l'APEI de Meudon a été élaboré par une démarche collaborative avec d'autres

structures œuvrant dans le champ de l'accompagnement de personnes présentant un handicap mental ou un trouble du spectre de l'autisme. Ce projet a été lauréat de l'appel à projets « handicap » de 2018 de l'ARS Île-de-France.

L'EAM, d'une capacité de 66 places, proposera d'une part un accompagnement socio-éducatif et psychologique permettant à la personne accueillie d'être aidée dans tous les actes de la vie quotidienne et de participer à des activités de (re)socialisation et, d'autre part, un suivi médical adapté en lien avec les acteurs de santé de proximité.

Il sera composé de petits lieux de vie d'une capacité maximale de cinq personnes dont un sera dédié à des séjours temporaires. De plus, une réflexion particulière a été menée sur l'aménagement (systèmes acoustiques performants, système d'éclairage et de matériaux adapté), afin de pallier les troubles de perception neurosensorielle des résidents et leur permettre d'avoir des repères sécurisants dans ce nouveau lieu de vie.

Ce projet s'inscrit dans le règlement d'intervention par sa dimension innovation sociale. Il est donc proposé ici de participer au financement de l'acquisition foncière et des travaux de ce nouvel établissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	2 599 537,00	24,51%
Travaux et charges afférentes	6 819 882,88	64,30%
Etudes et honoraires	1 186 830,59	11,19%
Total	10 606 250,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	2,83%
Subvention et aide privée (attribuée)	2 475 000,00	23,34%
Emprunt	7 831 250,47	73,84%
Total	10 606 250,47	100,00%

**DOSSIER N° EX061106 - Acquisition d'un véhicule adapté pour l'EATEH « Johan BOUGANIM »
situé au 11, rue de la Confluence à Saint-Denis (93).**

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300

Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	35 000,00 € TTC	28,57 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OHALEI YAACOV LE
SILENCE DES JUSTES
Adresse administrative : 18 RUE GOUBET
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK SAMUEL WILDBAUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour l'EATEH « Johan BOUGANIM » situé au 11, rue de la Confluence à Saint-Denis (93).

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2021 - 15 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'équipement de ce véhicule et afin de pouvoir le mettre en service au plus vite, l'association a dû le commander en urgence.

Description :

L'association « Le Silence des justes » a été créée le 21 octobre 1996. Elle a pour but d'accompagner dans les meilleures conditions possibles le développement des enfants, adolescents et adultes atteints de troubles du spectre autistique, psychotiques et troubles apparentés. Ainsi, cette dernière apporte aux familles un soutien permanent (aide à domicile, accompagnement des enfants au quotidien les week-ends et les vacances scolaires y compris).

L'association a créé, en 2018, un Etablissement d'Accueil Temporaire pour Enfants Handicapés (EATEH) à Saint-Denis qui permet d'accueillir de 12 à 15 jeunes de 18 mois à 20 ans présentant un trouble du spectre autistique.

Afin de pouvoir poursuivre l'inclusion des jeunes accueillis dans le bassin de vie où se situe

l'établissement, l'association souhaite acquérir 1 véhicule de transport de 5 à 7 places. Il est donc proposé ici de prendre part au financement de ce véhicule.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 € par véhicule.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule adapté	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	28,57%
Fonds propres	25 000,00	71,43%
Total	35 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061204 - Acquisition de deux véhicules adaptés et à carburation propre pour l'association « A.T.A.G.H » située au,104 Avenue de la République à Paris Xle.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300

Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	66 618,00 € TTC	30,02 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATAGH ASSISTANCE ET TRANSPORTS
ADAPTES POUR GRANDS HANDICAPES
Adresse administrative : 104 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fabien HADDAD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition de deux véhicules adaptés et à carburation propre pour l'association « A.T.A.G.H » située au,104 Avenue de la République à Paris Xle.

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 28 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association « Assistance et Transports Adaptes Pour Grands Handicapés » (A.T.A.G.H.), créée le 17 Septembre 1984, a pour objet d'aider « les grands handicapés » dans leurs déplacements. Depuis 38 ans, elle a développé une expertise en matière de transport en direction des franciliens à mobilité réduite et en particulier en matière de transport dit de « porte à porte ».

Ainsi, ses conducteurs ont à la fois une formation spécifique à l'accompagnement des personnes à mobilité réduite (maniement des fauteuils roulants) et sont titulaires du brevet de secourisme. L'A.T.A.G.H propose à ses bénéficiaires des déplacements de leur domicile jusqu'au lieu de leur choix (transports scolaires ; transports domicile-travail ; transports pour raisons domestiques ou de loisirs...).

Elle souhaite, pour compléter son offre de services pour des personnes présentant une déficience intellectuelle et /ou avec des troubles de mobilité, acquérir deux nouveaux véhicules adaptés et à carburation propre. Il est donc proposé ici de prendre part au financement de ces deux véhicules.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 € par véhicule

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicules à carburant propre ou adapté TPMR	66 618,00	100,00%
Total	66 618,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de- France (sollicitée)	20 000,00	30,02%
Fonds propres	46 618,00	69,98%
Total	66 618,00	100,00%

DOSSIER N° EX061354 - Création d'une MAS pour adultes porteurs d'un polyhandicap située à Nainville-Les-Roches (91).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300

Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	9 059 125,76 € TTC	3,31 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PAPILLONS BLANCS DE L'ESSONNE

Adresse administrative : 3 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91090 LISSES

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Daniel TRIBET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une MAS pour adultes porteurs d'un polyhandicap située à Nainville-Les-Roches (91).

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2021 - 2 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de mise en œuvre du projet et la nécessité d'ouvrir ce nouvel établissement le plus rapidement possible, l'association a dû commencer en urgence ces travaux avant la date de la commission permanente.

Description :

L'association « Les Papillons Blancs de l'Essonne », créée le 24 juin 1960, est une association de parents et d'amis qui se sont regroupés pour assurer l'accompagnement de personnes en situation de handicap mental. Elle bénéficie du statut de Reconnaissance d'Utilité Publique et est affiliée à l'Union Nationale des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (UNAPEI). L'association gère actuellement neuf établissements et services sur le département de l'Essonne. Parmi ces derniers elle gère la Maison d'Accueil Spécialisé « l'Orée du bois ».

Le projet porté par l'association est d'entreprendre des travaux de construction/extension et restructuration de cette MAS. Les travaux envisagés ont pour objectif de proposer aux résidents et au personnel un lieu architecturalement mieux adapté à l'accompagnement des personnes en situation de handicap vieillissantes accueillies dans cet établissement.

Il accueillera à terme 85 personnes porteuses d'un polyhandicap et sera composé de cinq petites unités de vie situées autour de l'espace soins et rééducation.

Ce projet s'inscrit totalement dans le règlement d'intervention en faveur du handicap dans sa dimension accompagnement des personnes handicapées vieillissantes. Il est donc proposé ici de prendre part au financement de l'acquisition foncière, des travaux et de l'acquisition de deux véhicules pour ce nouvel établissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

La subvention régionale est fixée à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 € par véhicule

Localisation géographique :

- NAINVILLE-LES-ROCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	3 849 628,71	42,49%
Travaux et charges afférentes	5 159 497,05	56,95%
Achat de véhicules à carburateur propre ou adapté TPMR	50 000,00	0,55%
Total	9 059 125,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	3,31%
Subvention et aide privée (sollicitée)	500 000,00	5,52%
Emprunt	4 905 935,76	54,15%
Fonds Propres	3 353 190,00	37,01%
Total	9 059 125,76	100,00%

annexe 4 : fiches projets culture

DOSSIER N° EX061320 - ACTION CULTURELLE ALZHEIMER

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)

Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	49 000,00 € TTC	40,82 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTION CULTURELLE ALZHEIMER
Adresse administrative : HOPITAL NOTRE DAME DE BON SECOURS
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christiane FOLENS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement aux musées et en ligne à domicile pour un public de retraités fragilisés par une maladie neuro-évolutive

Dates prévisionnelles : 2 novembre 2021 - 2 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les projets sont menés sur une année 'scolaire' d'octobre à octobre. Il est donc nécessaire d'en assurer la continuité.

Description :

L'association réalise, chaque année, environ 850 accompagnements aux musées, visites en ligne à domicile et en structures médicales et médico-sociales pour un public de retraités fragilisés par une maladie neuro-évolutive. Elle offre, chaque année, 4 200 heures de temps libéré aux aidants familiaux.

Appuyée sur ses 14 années d'expérience dans l'accompagnement de personnes atteintes de pathologies neuro-évolutives, l'association a conçu et développé une méthodologie de stimulation cognitive spécifique ainsi qu'une application de visites de musées en ligne. Cette application comporte aujourd'hui une centaine de reproductions d'oeuvres accompagnées de commentaires en histoire de l'art adaptés.

L'association est présente en Ile-de-France et mène 3 actions pilotes en Région. Elle collabore avec plus de 50 partenaires du secteur médical et médico-social et avec 25 musées et sites culturels. Elle mobilise, annuellement, 40 services civiques, 60 bénévoles, 4 conférencières ainsi qu'un formateur diplômé du CNAM pour accompagner les services civiques dans leur projet d'avenir.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet proposé relève de l'axe 2 du dispositif.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	15 700,00	32,04%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 900,00	46,73%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	1 600,00	3,27%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	8 800,00	17,96%
Total	49 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	40,82%
Subventions privées (sollicitée)	29 000,00	59,18%
Total	49 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061778 - ECARTS-ANIS GRAS (RESEAU IMAGO)

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)

Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	48 300,00 € TTC	59,83 %	28 900,00 €
Montant total de la subvention			28 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gilles LACOMBE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement du Réseau pôle art et handicap

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2022 - 3 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet est conçu sur une année pleine, il est donc nécessaire de prendre en compte les dépenses en tout début d'année.

Description :

Anis Gras - Le lieu de l'Autre est un lieu dédié à la création artistique et à son partage. Il a ouvert ses portes en 2005 à Arcueil, dans le 94. Il est situé dans une manufacture du XIXe siècle inscrite à l'inventaire des monuments historiques. Ce bâtiment remarquable appartient à la ville d'Arcueil et est désormais un des équipements culturels structurant du territoire Grand Orly Seine Bièvre. Il est orchestré, au quotidien et depuis ses débuts, par l'association Écarts.

Anis Gras tisse des liens depuis 17 ans avec les acteurs du territoire, dans un esprit d'ouverture tous azimuts. Le projet du lieu s'est toujours voulu fortement inclusif, sans pour autant faire usage du mot : il a donc régulièrement travaillé, au fil des rencontres, avec des artistes et des publics en situation de handicap.

Ce « terreau » inclusif, sa dimension structurante sur le territoire, était bien identifié par les membres du réseau Imago qui ont encouragé Anis Gras à se positionner comme le pôle art et handicap du 94.

L'année 2022 verra donc la préfiguration d'un pôle à travers 2 axes de travail :

Axe 1 : état des lieux, identification des acteurs et partenaires, mise en lumière du pôle art et handicap 94 comme outil au service des acteurs du territoire

Axe 2 – Construction de projets communs entre structures culturelles et médico-sociales et « montées en compétences » de l'ensemble des acteurs

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	22 900,00	47,41%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 000,00	18,63%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	3 400,00	7,04%
Frais de communication	5 000,00	10,35%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	8 000,00	16,56%
Total	48 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	28 900,00	59,83%
Subvention Département (sollicitée)	3 000,00	6,21%
Subvention Etat (attribuée)	1 800,00	3,73%
Subvention Commune (attribuée)	3 500,00	7,25%
Fonds propres	8 000,00	16,56%
Autres recettes (préciser)	600,00	1,24%
Subventions privées (sollicitée)	2 500,00	5,18%
Total	48 300,00	100,00%

**annexe 5 : convention de partenariat entre la Région
et l'association Coactis Santé**

Convention de partenariat

entre

la Région Île-de-France et l'association CoActis Santé

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint Ouen,

Représentée par Madame Valérie Péresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

ET

L'Association CoActis Santé, située au 85 boulevard de Port Royal, 75013 Paris,

Représentée par Madame Pauline d'Orgeval, Présidente

Ci-après dénommée « CoActis Santé »

D'autre part,

« La Région » et « CoActis Santé » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV :

HandiConnect et SantéBD sont des projets portés par l'association « CoActis Santé », engagée depuis 2010 en faveur de l'accès aux soins pour tous, en particulier des personnes en situation de handicap. HandiConnect et SantéBD sont des projets collaboratifs innovants - réunissant plus de 120 partenaires reconnus pour leur expertise dans le champ du handicap et de la santé. Répartis au sein de plus de 15 groupes de travail, des contributeurs pluridisciplinaires co-construisent les outils à destination des professionnels de santé, des patients et des aidants afin d'améliorer concrètement l'accès aux soins des patients en situation de handicap. Les actions de CoActis Santé se déclinent en 2 axes :

- HandiConnect.fr : des ressources mises à disposition des professionnels de santé pour les guider dans leur pratique quotidienne auprès des patients en situation de handicap.
 - o des fiches-conseils qui offrent des informations et conseils pratiques
 - o un annuaire de formations sur l'accueil et le suivi spécifique des personnes en situation de handicap
 - o Un accès à l'expertise : le réseau d'experts du projet HandiConnect est mobilisé pour répondre aux questions spécifiques des soignants au sujet de l'accompagnement de leurs patients en situation de handicap.
- SanteBD.org : des supports illustrés mis à disposition des patients, des aidants et des soignants pour expliquer la santé avec des dessins et des mots simples et faciliter la communication et l'auto-détermination des personnes dans les décisions de santé.

La Région Île-de-France est engagée dans une démarche de Région solidaire en faveur de la cohésion sociale, sanitaire et territoriale. Afin de réduire les fractures sanitaires et sociales, la Région porte ainsi une attention particulière à l'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap. Pour ce faire, la Région adopte une approche transversale et mobilise les différents leviers des politiques régionales tels que les transports, la formation, les logements ou encore les sports. La Région souhaite entre autres renforcer

l'accompagnement et la formation des professionnels de santé dans leur prise en charge de patients en situation de handicap.

Afin de poursuivre cette ambition solidaire, la Région Île-de-France est engagée dans une stratégie de complémentarité avec les acteurs déjà impliqués dans l'amélioration de l'accès aux soins des personnes vivant avec un handicap.

Dans cette perspective, la présente convention de partenariat stratégique formalise l'engagement de la Région Île-de-France et de CoActis Santé à mettre en commun leurs actions en faveur des solidarités et en faveur d'un accès effectif aux soins des personnes en situation de handicap.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet et mise en œuvre de la convention

CoActis Santé et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour une Région plus solidaire.

Les deux Parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les personnes en situation de handicap dont l'accès aux soins demeure insuffisant. Ce partenariat a pour objectif d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail commune.

Ancré dans le cadre de la politique Région Solidaire, ce partenariat s'articulera sur trois axes principaux :

- l'élaboration de contenus adaptés aux besoins du territoire francilien auprès des soignants et spécialement ceux des maisons de santé et des partenaires santé de la Région afin de les sensibiliser aux enjeux du handicap et de l'accès aux soins mais aussi afin de leur donner des outils pour améliorer les pratiques ;
- la formation des professionnels de santé à la prise en soins de patients en situation de handicap, avec notamment l'élaboration et la diffusion de contenus spécialement conçus pour les Instituts de Formation en Soins Infirmiers ;
- la sensibilisation des Franciliens à la question de l'accès aux soins pour tous et par ce biais à la question du handicap, par la mise à disposition d'outils qui pourront être diffusés par la Région.

ARTICLE 2 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre l'association CoActis Santé et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aides de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Présidé par le Délégué spécial en charge du handicap, le comité de pilotage, s'il le juge opportun, peut se réunir sous forme d'un ou plusieurs groupes de travail annuels réunissant les services de la Région Île-de-France et les équipes de CoActis Santé, pour assurer le suivi de la présente convention et approfondir, le cas échéant, les possibilités de partenariat sur l'ensemble des problématiques liées à l'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an et a pour mission de préparer un état des réflexions partagées, qui pourra être présenté aux instances régionales compétentes et aux instances de l'association CoActis Santé, à leur demande.

ARTICLE 3 – Engagement de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de l'amélioration de l'accès aux soins des personnes en situation de handicap, la Région s'engage à :

- Apporter un soutien financier pluriannuel à l'association, dans le cadre des dispositifs régionaux, afin qu'elle puisse mobiliser des professionnels capables d'aller vers les soignants pour sensibiliser sur le thème de l'accès aux soins des personnes handicapées ;
- Faciliter la communication auprès de ses partenaires IFSI et IFAS volontaires, afin de sensibiliser les futurs soignants à l'accès aux soins des personnes vivant avec un handicap ;
- Mettre en place et animer le comité de pilotage précité qui se réunira autant de fois que nécessaire ;
- Soutenir l'intervention de CoActis Santé, et notamment les actions en faveur de la sensibilisation massive des soignants aux divers handicaps ;
- Informer l'association CoActis Santé des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de l'amélioration de l'accès aux soins, et autant que nécessaire l'associer à ces événements.

ARTICLE 4 – Engagements de CoActis Santé

En contrepartie, CoActis Santé s'engage à :

- A partir des thématiques prioritaires identifiées, participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une Région solidaire ;
- Fournir régulièrement et a minima une fois par an à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour être auditionnée sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et, si nécessaire, la consulter et l'associer ;
- Associer la Région aux projets et événements régionaux relatifs à son secteur d'activités ;
- Faire connaître sur le terrain l'action de la Région en faveur des professionnels en santé.

ARTICLE 5 – Communication

Les deux Parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

CoActis Santé s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par elle.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions de CoActis Santé soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 7 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour l'association CoActis Santé

Pauline D'ORGEVAL
Présidente de CoActis Santé

annexe 6 : fiche projet « Région solidaire en santé »

DOSSIER N° 22001096 - COACTIS SANTE

Dispositif : Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé (n° 00001140)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300

Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COACTIS SANTE
Adresse administrative : 85 BD DE PORT ROYAL
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Pauline D'ORGEVAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Sensibilisation et accompagnement des professionnels de santé dans la prise en charge des personnes en situation de handicap

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2022 - 28 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

HandiConnect et SantéBD sont des projets portés par CoActis Santé, une association engagée depuis 2010 en faveur de l'accès aux soins pour tous, en particulier les personnes en situation de handicap. HandiConnect et SantéBD sont des projets collaboratifs réunissant plus de 120 partenaires reconnus pour leur expertise dans le champ du handicap et de la santé. Répartis au sein de 14 groupes de travail, ces contributeurs pluridisciplinaires co-construisent des outils à destination des professionnels de santé afin qu'ils puissent améliorer la prise en charge de patients en situation de handicap. Les actions de CoActis Santé se déclinent en 3 axes :

- Des fiches conseils sont mises à disposition des professionnels de santé. Elles offrent des informations et conseils pratiques pour l'accueil des patients en situation de handicap et facilitent la communication.
- HandiConnect référence les formations à destination des professionnels de santé sur l'accueil et le suivi spécifique des personnes en situation de handicap.
- Le réseau d'experts du projet est mobilisé pour répondre aux questions spécifiques des soignants au sujet de l'accompagnement de leurs patients en situation de handicap.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
chef de projet (quote-part)	104 000,00	52,00%
honoraires expertises	49 000,00	24,50%
communication/diffusion	40 000,00	20,00%
fonctionnement proratisé	7 000,00	3,50%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention région idf	100 000,00	50,00%
sollicitée		
CNAM	50 000,00	25,00%
INCA	50 000,00	25,00%
Total	200 000,00	100,00%